



**Commission économique pour l'Afrique**  
**Comité des politiques sociales, de la lutte contre**  
**la pauvreté et du genre**  
Cinquième réunion

Addis-Abeba, 2 et 3 novembre 2023

## **Établir de nouveaux contrats sociaux : idées et actions pour concrétiser les aspirations africaines grâce à l'éducation**

*« Le nouveau contrat social entre gouvernements, particuliers, société civile, entreprises et autres acteurs doit porter sur l'emploi, le développement durable et la protection sociale et être fondé sur l'égalité des droits et des chances pour toutes et tous<sup>1</sup> ».*

António Guterres, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Le présent document alimentera les débats de la cinquième réunion du Comité des politiques sociales, de la lutte contre la pauvreté et du genre. Il examine la notion d'élaboration de nouveaux contrats sociaux en Afrique en faisant de l'éducation le point d'ancrage. Il montre comment les pays africains peuvent tirer parti des liens entre l'objectif de développement durable n° 4, relatif à l'éducation, et les autres objectifs, mieux rationaliser les dépenses d'éducation et, en fin de compte, progresser sur la voie de la réalisation des autres objectifs. Si les gouvernements rendent l'éducation plus abordable, sur le plan du coût, plus accessible et plus applicable tout en gérant de manière responsable les grandes tendances mondiales et régionales, ils peuvent simultanément s'attaquer à la pauvreté et aux inégalités. Pour y parvenir, ils devront toutefois faire preuve d'un leadership mobilisateur, créer des établissements inclusifs et adopter des politiques dans le but d'instaurer un cadre d'apprentissage sûr, sain et stimulant, l'égalité des chances et la mobilité intergénérationnelle.

### **I. Introduction**

1. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a mis au jour des inégalités qui existaient déjà dans les sociétés partout dans le monde, y compris en Afrique. Les inégalités sont attestées par le fait que l'accès aux soins de santé, à l'éducation et à la protection sociale n'est pas universel. Les établissements de santé ont été mis à rude épreuve et n'ont pas pu répondre aux énormes besoins pour lutter contre la pandémie. En raison de l'ampleur de la

<sup>1</sup> António Guterres, « Lutter contre la pandémie d'inégalités : un nouveau contrat social pour une nouvelle ère ».

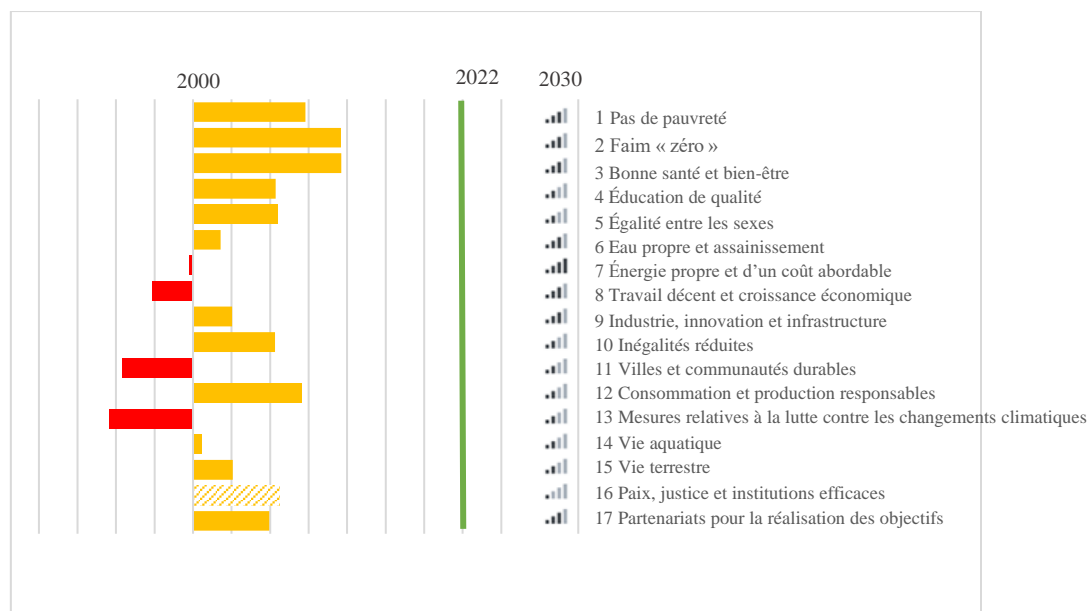


fracture numérique, les fermetures d'écoles ont été particulièrement dévastatrices pour les enfants des ménages les plus pauvres, qui ne pouvaient pas suivre les cours en ligne parce qu'ils n'avaient pas accès à Internet. Dans le monde entier, des confinements stricts ont privé de moyens de subsistance la plupart des personnes travaillant dans le secteur informel. Les mesures de confinement ont touché de manière disproportionnée le secteur des services, où les femmes sont plus nombreuses que les hommes et où les possibilités de travailler à domicile sont limitées.

2. À la suite de la pandémie de COVID-19, l'engagement a été pris de reconstruire en mieux un monde juste pour tous, dans lequel chacun bénéficie de l'égalité d'accès aux possibilités de réaliser pleinement son potentiel. Il faut pour cela veiller à ce que les objectifs 1 à 5 (qui concernent les personnes) soient atteints d'ici à 2030. En 2021, l'état d'avancement de ces objectifs était insuffisant pour une réalisation avant 2030 (voir la figure I). Le moment est venu de repenser la manière d'améliorer l'efficacité des politiques. Bien que l'on puisse considérer que les investissements dans les programmes sociaux auraient pu être plus importants, il est incontestable que les investissements réalisés n'ont pas eu les effets escomptés. Avec de nombreux pays en situation de surendettement, il est exclu que tous les pays augmentent les dépenses. Il importe donc de déterminer les raisons pour lesquelles les politiques économiques et sociales menées jusqu'à présent n'ont pas eu l'effet escompté et les mesures correctives qui peuvent être appliquées pour obtenir de meilleurs résultats à mesure que les économies se relèvent après les chocs récents (la pandémie, la guerre en Ukraine, une plus grande fréquence de catastrophes naturelles et le resserrement des marchés financiers mondiaux).

Figure I

### Progrès réalisés par l'Afrique dans la réalisation des objectifs de développement durable



*Note* : Les barres indiquent les progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs de développement durable ou la régression par rapport à ceux-ci en 2022. Si l'Afrique était exactement dans les temps pour réaliser un objectif, les barres jaunes seraient à la hauteur de 2022.

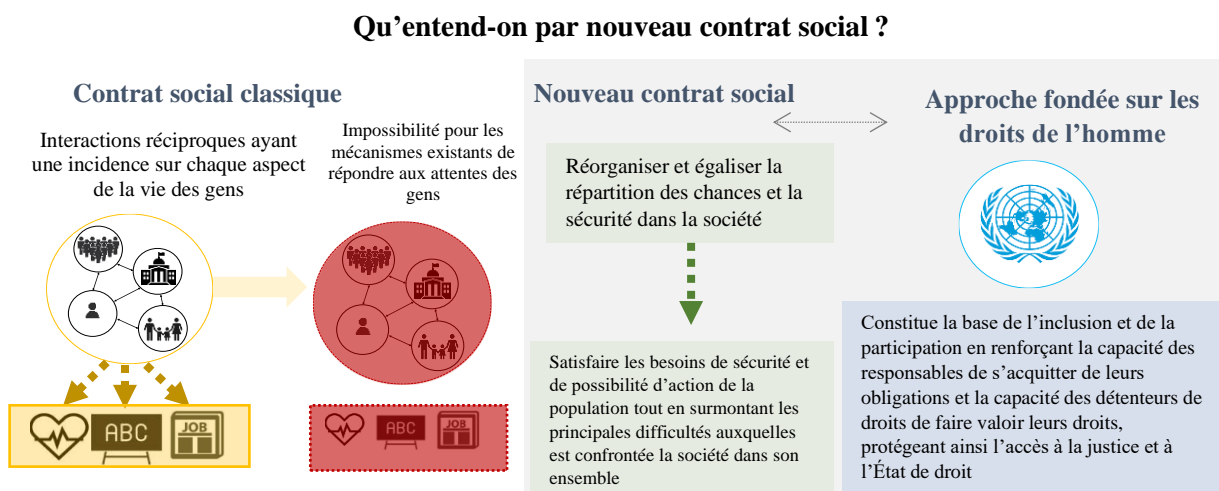
3. Dans ces circonstances, les gouvernements doivent renforcer l'engagement qu'ils ont pris de créer de nouveaux contrats sociaux pour garantir l'égalité des droits et des chances pour tous tout en intégrant l'emploi, le développement durable et la protection sociale, une idée que le Secrétaire

général, António Guterres, a appuyée dans un discours dans lequel il a proposé un « nouveau contrat social pour une nouvelle ère<sup>2</sup> » (voir la figure II).

4. Dans le présent document de travail, il est expliqué que les pays africains peuvent utiliser le secteur de l'éducation pour favoriser un développement plus inclusif et gérer les grandes tendances mondiales et régionales. Le présent document examine également la manière dont l'accent mis sur l'accessibilité, un coût abordable, et l'applicabilité (les « 3 A ») dans le secteur de l'éducation peut servir de point de départ à la définition de nouveaux contrats sociaux en Afrique.

Figure II

### Définition d'un nouveau contrat social



Source : Commission économique pour l'Afrique, d'après Minouche Shafik, " *We need a new social contract fit for the 21st century*", Fonds monétaire international, avril 2021 ; et *Notre programme commun : Rapport du Secrétaire général* (Publication des Nations Unies, 2021).

## II. Grandes tendances et dynamiques régionales en bref

5. Le monde peut connaître de profonds changements en l'espace de 25 ans. Le monde se trouve actuellement à la croisée des chemins et les décisions prises aujourd'hui auront des conséquences durables sur le quart de siècle à venir. Les principales tendances de fond et dynamiques régionales qui affectent la vie des gens en Afrique sont mises en évidence dans la présente section. Le caractère bénéfique ou préjudiciable des tendances et des dynamiques dépendra de la manière dont elles seront gérées.

### A. Évolution démographique

6. Les pays développés et de nombreux pays émergents et en développement voient les taux de fécondité baisser et l'espérance de vie augmenter. À l'échelle mondiale, la population âgée de 60 ans ou plus devrait doubler, passant de 1 milliard en 2020 à 2,1 milliards à l'horizon 2050, date à

<sup>2</sup> António Guterres, « Lutter contre la pandémie d'inégalités : un nouveau contrat social pour une nouvelle ère », message du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à la dix-huitième Conférence annuelle Nelson Mandela, le 18 juillet 2020.

laquelle 80 % des personnes âgées vivront dans des pays à revenu faible ou intermédiaire<sup>3</sup>.

7. Compte tenu de ses taux de fécondité élevés, l'Afrique devrait, selon les projections, fournir plus de la moitié de la croissance démographique mondiale entre 2022 et 2050. D'ici à 2050, plus de la moitié de la population africaine aura moins de 25 ans. La région disposera ainsi d'une importante population en âge de travailler qui pourra aider à accompagner le vieillissement de la population dans le reste du monde. Cependant, étant donné qu'en 2020, un jeune sur cinq en Afrique était déscolarisé et sans emploi ni formation<sup>4</sup>, les responsables de l'élaboration des politiques doivent préparer les jeunes aux emplois de demain si l'Afrique veut tirer parti de l'explosion démographique des jeunes dans le cadre d'un nouveau contrat social. Il est donc nécessaire de mettre comme il convient l'accent sur l'éducation pour tous (objectif 4) et de créer des emplois pour les millions de jeunes qui entrent sur le marché du travail chaque année.

## **B. Urbanisation**

8. À l'horizon 2050, la population mondiale devrait atteindre environ 9,8 milliards d'habitants. Ils seront plus du double à vivre dans les zones urbaines (6,7 milliards) que dans les zones rurales (3,1 milliards). En Afrique, six personnes sur dix vivront dans des zones urbaines. Dans 50 ans, le nombre de villes africaines comptant au moins 1 million d'habitants sera passé de 60 à 134, tandis que le nombre de villes comptant au moins 5 millions d'habitants sera passé de 6 à 28. Il convient de se préparer immédiatement à faire face à l'accroissement de la population urbaine. Les pays africains doivent adopter un nouveau contrat social dans le cadre duquel ils construiront des infrastructures adéquates, fourniront des biens collectifs et des services publics, et répondront à la demande croissante d'emploi<sup>5</sup>.

9. Les villes peuvent être des moteurs du développement durable. Dans de nombreux pays africains, cependant, l'urbanisation concerne des personnes à faible revenu. Dès lors, des services publics supplémentaires sont nécessaires pour les personnes qui sont moins autonomes. L'urbanisation en Afrique a lieu également dans un contexte de chômage croissant, d'augmentation de la pauvreté et des inégalités, de prolifération des bidonvilles et d'autres formes de vulnérabilité, de faiblesse financière des autorités municipales et de faiblesse des systèmes de gouvernance. Au vu de la situation, préparer les jeunes à leurs futurs emplois signifie non seulement assurer l'éducation pour tous, mais aussi garantir l'égalité d'accès à l'école dans le cadre d'un nouveau contrat social.

## **C. Transformation numérique**

10. La pandémie de COVID-19 a accéléré le rythme d'adoption des technologies numériques, de l'intelligence artificielle et de l'Internet des objets et a montré que ces développements technologiques sont essentiels et offrent de grandes possibilités. Les confinements auraient été insupportables pour

---

<sup>3</sup> Organisation mondiale de la Santé, « Vieillesse et santé », 1<sup>er</sup> octobre 2022.

<sup>4</sup> Organisation internationale du Travail, "Global Employment Trends for Youth 2022: Africa".

<sup>5</sup> Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), *World Cities Report 2022 : Envisaging the Future of Cities* (Rapport sur les villes dans le monde 2022 : Envisager l'avenir des villes) (Nairobi, 2022) ; Fonds international de secours à l'enfance des Nations Unies, *Snapshot of Global and Regional Urban Water, Sanitation and Hygiene Inequalities* (New York, 2020).

beaucoup si Internet ne leur avait pas permis de travailler, de faire des achats et de suivre des cours depuis chez eux.

11. Dans le même temps, cependant, la pandémie a mis en évidence les proportions phénoménales de la fracture numérique. En 2021, 2,9 milliards de personnes dans le monde étaient encore hors ligne, soit environ 37 % de la population mondiale. En Afrique, seuls 33 % de la population utilisaient Internet en 2021, ce qui signifie que 871 millions de personnes ne bénéficiaient pas des dividendes numériques<sup>6</sup>.

12. Pour tirer parti de la numérisation à l'avenir, l'Afrique doit exploiter le potentiel énorme de ses compétences et de ses capacités humaines. La région doit accorder plus d'attention aux possibilités offertes aux femmes par le numérique. D'après des estimations récentes, en 2021, 47 % des étudiants de premier cycle et de troisième cycle en sciences, en technologie, en ingénierie et en mathématiques des universités africaines étaient des femmes<sup>7</sup>, mais elles sont tenues à l'écart du marché du travail par des obstacles structurels, alors que dans les secteurs de la technologie et des technologies de l'information et des communications, les femmes sont gravement sous-représentées. Un nouveau contrat social devrait remédier à cette inadéquation entre les compétences et l'emploi.

## D. Changements climatiques

13. Alors que les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter en raison des activités humaines, le monde continue d'être en proie à des phénomènes météorologiques extrêmes, l'Afrique en étant la plus grande victime. Selon le Comité international de secours, sept des dix pays les plus vulnérables au changement climatique se trouvent en Afrique<sup>8</sup>. Au cours des 50 dernières années, les risques liés à la sécheresse en Afrique ont coûté la vie à plus d'un demi-million de personnes et entraîné pour les économies des pertes de plus de 70 milliards de dollars. Jusqu'à 118 millions d'Africains extrêmement pauvres pourraient être exposés à la sécheresse, aux inondations et aux chaleurs extrêmes d'ici à 2030. En outre, de nombreux pays africains sont toujours en proie à des conflits, ce qui ajoute à la complexité des risques. Ces événements perturbent souvent l'enseignement. Par exemple, en juin 2022, 2,9 millions d'enfants en Éthiopie n'étaient pas scolarisés (17 % de la population en âge de l'être) en raison de conflits, de sécheresses, d'inondations et d'autres catastrophes naturelles<sup>9</sup>.

14. Il est possible de lutter contre les effets des changements climatiques, la fréquence et l'intensité accrues des catastrophes naturelles et les facteurs de conflit grâce à l'éducation. L'éducation améliore la compréhension des risques, augmentant ainsi la probabilité d'une adaptation au changement climatique et d'une atténuation de ses effets et encourageant le dialogue en faveur de la paix, lesquels nécessitent tous deux des négociations transfrontières en vue de faire face aux risques communs. Les notions élémentaires du changement climatique

<sup>6</sup> Jane Munga, "To Close Africa's Digital Divide, Policy Must Address the Usage Gap", Carnegie Endowment for International Peace, 26 avril 2022.

<sup>7</sup> UNESCO, "Gender equality: how global universities are performing" (2022). Disponible à l'adresse : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000380987>.

<sup>8</sup> Comité international de secours, "10 countries at risk of climate disaster", 6 avril 2023.

<sup>9</sup> Ethiopia Education Cluster, "Quarterly Newsletter #2: June 2022". Disponible à l'adresse : [www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ethiopia\\_education\\_cluster\\_2nd\\_quarterly\\_newsletter\\_08052022.pdf](http://www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ethiopia_education_cluster_2nd_quarterly_newsletter_08052022.pdf)

restent beaucoup plus faibles en Afrique (37 %) qu'en Europe<sup>10</sup> et en Amérique du Nord (80 %) <sup>11</sup>. L'éducation qui met l'accent sur le partage des responsabilités dans le cadre d'un nouveau contrat social peut sensibiliser au lien entre les changements climatiques, les catastrophes et les conflits, ce qui, par ricochet, aura une incidence sur les comportements individuels et collectifs et une influence sur la prise de décision en matière de développement. Certains pays africains le font déjà, notamment en incluant les changements climatiques dans les programmes d'enseignement primaire, secondaire et universitaire<sup>12</sup>.

## E. Goulets d'étranglement dans les dépenses sociales

15. La situation budgétaire s'est détériorée depuis la pandémie, mais les dépenses sociales en matière de santé et d'éducation ont de tout temps été inférieures aux niveaux prescrits par l'Organisation mondiale de la Santé et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) dans leurs lignes directrices (voir les figures III et IV). En outre, seuls 17 % de la population africaine bénéficient effectivement au moins d'une forme de protection sociale (voir la figure V). En Afrique, de sérieuses inefficiences en matière de fiscalité et de dépenses limitent la marge de manœuvre budgétaire. Par exemple, les flux financiers illicites privent l'Afrique de plus de 3,7 % du produit intérieur brut (PIB) par an, tandis que l'inefficacité des mesures d'incitation fiscale lui enlève 2,6 % du PIB<sup>13</sup>. En outre, le manque considérable d'efficacité des dépenses coûte à l'Afrique plus de 2,5 % de son PIB collectif par an, ce qui a également des effets sur les résultats socio-économiques. Entre 2000 et 2017, l'Afrique a perdu plus de 40 milliards de dollars par an en dépenses d'éducation et d'infrastructure, et 28 milliards de dollars en dépenses de santé<sup>14</sup>.

16. Compte tenu du climat financier actuel (la dette publique augmente, un investissement supplémentaire de 850 milliards de dollars est nécessaire pour atteindre les objectifs relatifs aux personnes, les marchés financiers mondiaux se resserrent et l'aide publique au développement s'amenuise), les responsables de l'élaboration des politiques doivent améliorer la cohérence des politiques en tirant parti des synergies entre les différents objectifs de développement durable afin de renforcer l'efficacité de leurs politiques socio-économiques.

<sup>10</sup> National Oceanic and Atmospheric Administration, "What is Climate Science Literacy?". Disponible à l'adresse : [www.climate.gov/teaching/what-is-climate-science-literacy](http://www.climate.gov/teaching/what-is-climate-science-literacy). Site consulté le 5 août 2023.

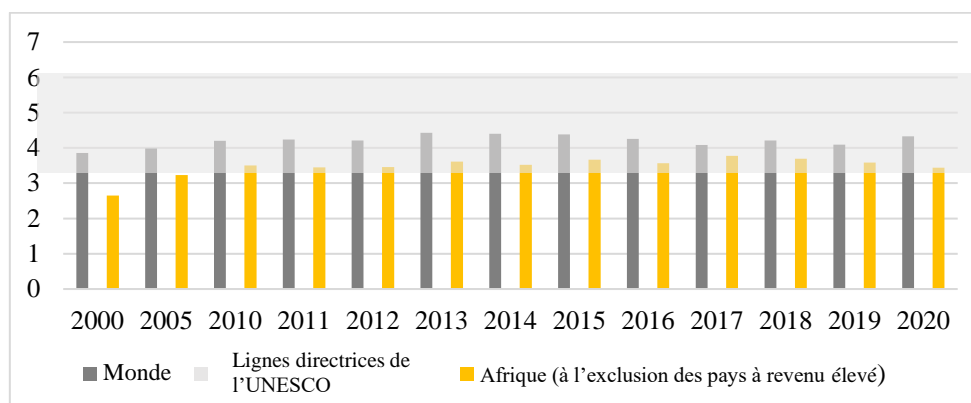
<sup>11</sup> Julie D. Johnston, "Climate change literacy to combat climate change and its impacts", dans *Climate Action: Encyclopedia of the UN Sustainable Development Goals*, Walter Leal Filho et al., eds. (Cham, Springer, 2020).

<sup>12</sup> Plusieurs pays ont déjà introduit des modules sur les changements climatiques dans le système éducatif, notamment l'Afrique du Sud, le Bénin, le Cameroun, l'Égypte, la Gambie, le Ghana, le Kenya, les Seychelles et le Zimbabwe.

<sup>13</sup> Les flux financiers illicites et le développement durable en Afrique (publication des Nations Unies, 2020).

<sup>14</sup> L'inefficacité économique des dépenses de santé a réduit l'espérance de vie en Afrique subsaharienne de plus de 10 ans. Voir Nations Unies, "STEM education and inequality in Africa", document d'orientation (juillet 2022).

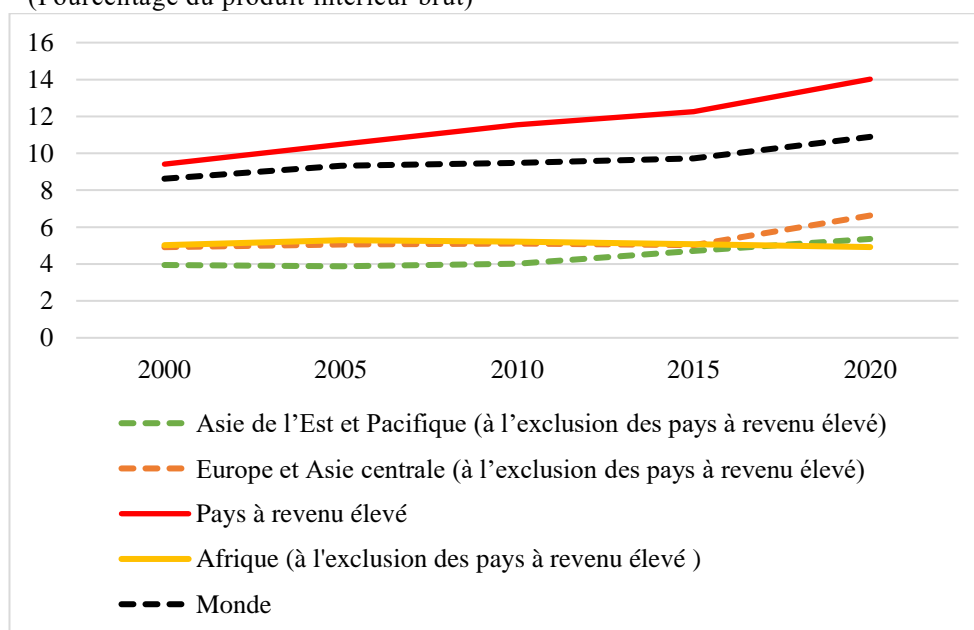
Figure III  
**Dépenses publiques consacrées à l'éducation en Afrique et dans le monde**  
 (Pourcentage du produit intérieur brut)



Source : estimations de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) fondées sur les données de la Banque mondiale<sup>15</sup>.

Note : Les dépenses d'éducation en Afrique restent inférieures à l'objectif global.

Figure IV  
**Dépenses de santé en Afrique**  
 (Pourcentage du produit intérieur brut)



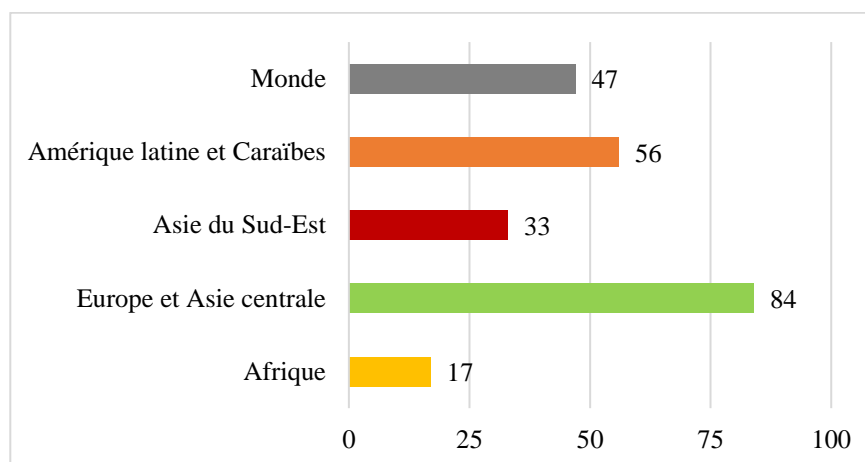
Source : Estimations de la CEA fondées sur des données de la Banque mondiale (2009)<sup>16</sup>.

Note : La figure montre que les dépenses de santé restent très inférieures à la moyenne mondiale et à celle des pays à revenu élevé.

<sup>15</sup> Banque mondiale, données ouvertes de la Banque mondiale. Disponible à l'adresse : <https://data.worldbank.org/> (site consulté le 15 août 2023).

<sup>16</sup> Banque mondiale, données ouvertes de la Banque mondiale.

Figure V  
**Couverture sociale par zone**  
 (en pourcentage)



Source : Estimations de la CEA fondées sur l'Organisation internationale du Travail (2020)<sup>17</sup>.

Note : Les taux de couverture sociale varient considérablement d'un pays à l'autre.

### III. L'importance de l'éducation dans l'établissement d'un nouveau contrat social

#### A. L'éducation, catalyseur du développement durable

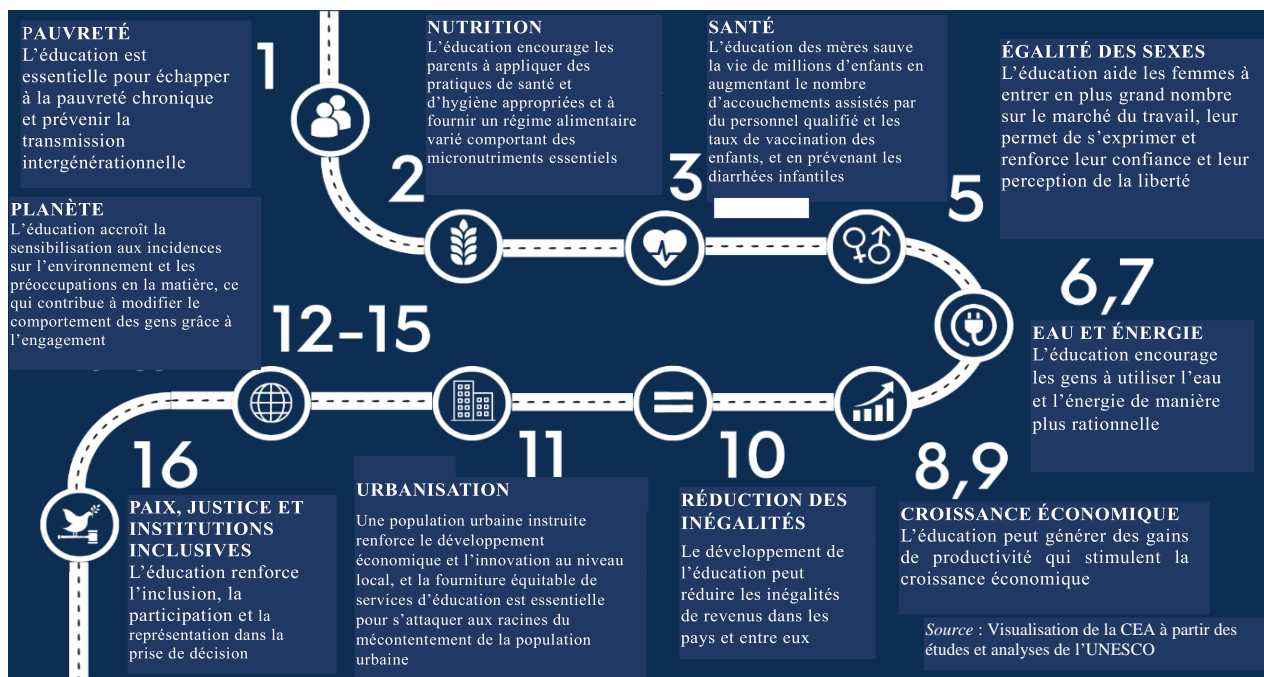
17. L'objectif 4, qui a pour objet d'offrir une éducation de qualité et de promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie, peut servir de catalyseur pour faire progresser les autres objectifs. Dotés des connaissances et des compétences adéquates, les individus peuvent prendre des décisions éclairées, mener une vie saine et faire face aux enjeux du développement aux niveaux national et mondial<sup>18</sup>. L'éducation est donc un point de départ intelligent pour aborder d'autres objectifs, comme le montre clairement la figure VI.

<sup>17</sup> Organisation internationale du Travail. Statistiques relatives à la protection sociale Disponibles à l'adresse <https://ilostat.ilo.org/topics/social-protection/> (site consulté le 15 août 2023).

<sup>18</sup> *Rapport du Sommet sur la transformation de l'éducation de 2022*, convoqué par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, janvier 2023.



Figure VI  
L'éducation comme point d'ancrage pour d'autres objectifs de développement durable

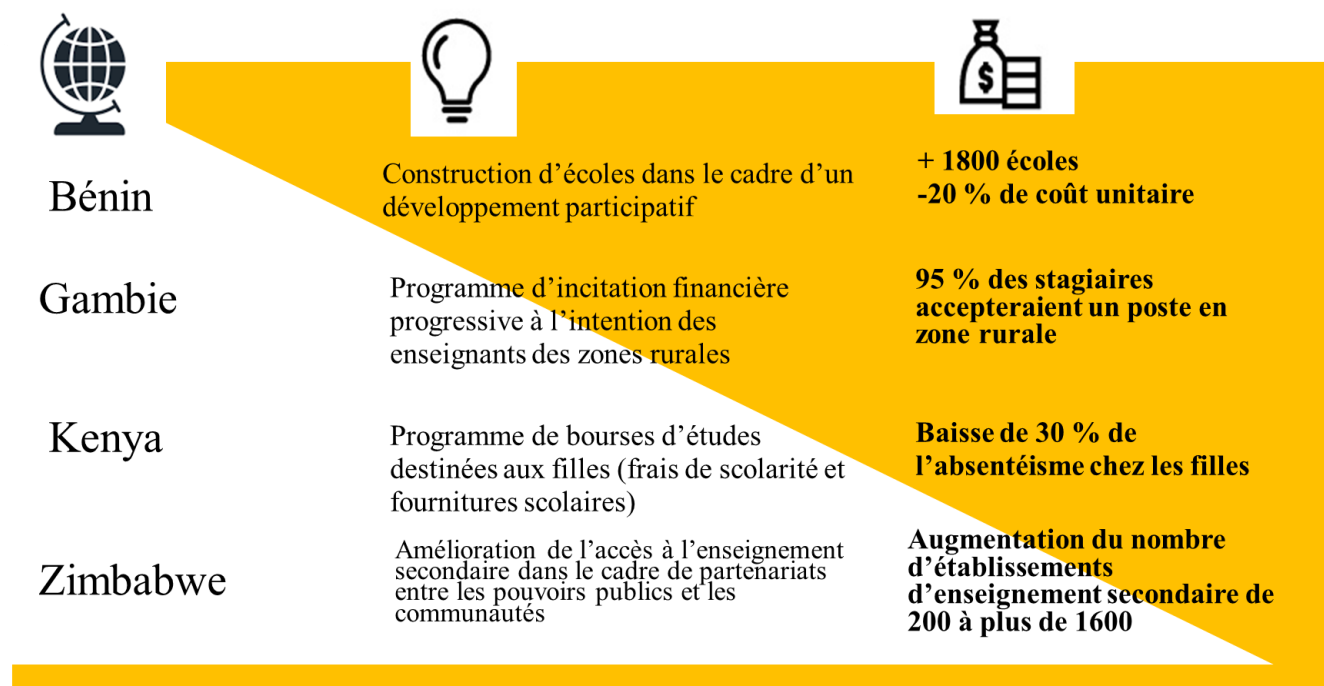


*Source : CEA, adapté de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), « Le développement durable commence par l'éducation : comment l'éducation peut contribuer à la réalisation des objectifs proposés pour l'après-2015 », 2014.*

## B. L'objectif devrait être d'accroître l'efficacité des dépenses d'éducation

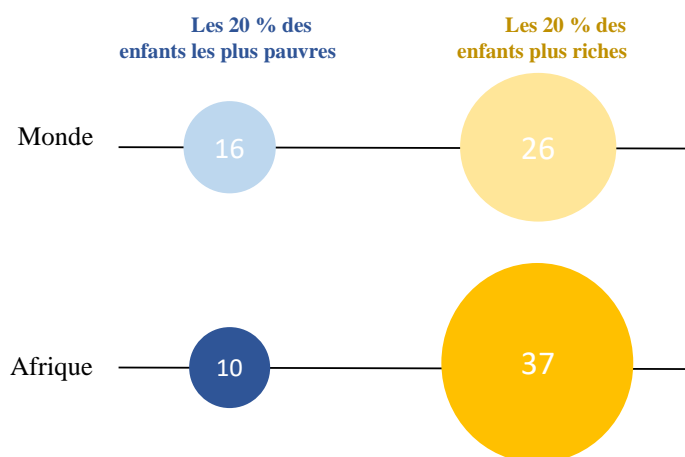
18. Compte tenu du rôle de catalyseur de l'éducation pour permettre la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, il est impératif de veiller à ce que les dépenses publiques soient efficaces, inclusives et équitables. Les questions de l'accessibilité, à un coût abordable, et de l'applicabilité sont abordées dans certains pays africains, comme le montrent les exemples de la figure VII. Néanmoins, dans la plupart des pays africains, les dépenses d'éducation sont inférieures aux niveaux prescrits par l'UNESCO (figure III), et l'argent dépensé ne parvient pas aux bonnes personnes. Par exemple, d'après les données de l'UNESCO sur les dépenses publiques, 37 % des ressources éducatives parviennent aux 20 % d'enfants les plus riches, tandis que 10 % seulement parviennent aux 20 % d'enfants les plus pauvres (figure VIII). En outre, de nombreuses inégalités géographiques et socio-économiques empêchent de nombreuses personnes d'exploiter pleinement leur potentiel. Par exemple, les habitants des zones rurales et les pauvres n'ont aucune chance d'achever l'un des trois niveaux d'enseignement (figure IX). Il est possible de concevoir des politiques éducatives de qualité, inclusives et équitables, qui peuvent améliorer l'efficacité de ces ressources limitées et aider à combler l'écart entre riches et pauvres en garantissant des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour toutes et tous. Si elles sont correctement orientées, les dépenses d'éducation peuvent également améliorer la mobilité intergénérationnelle (figure X).

Figure VII  
**Efficiéce des dépenses d'éducation dans les pays africains**



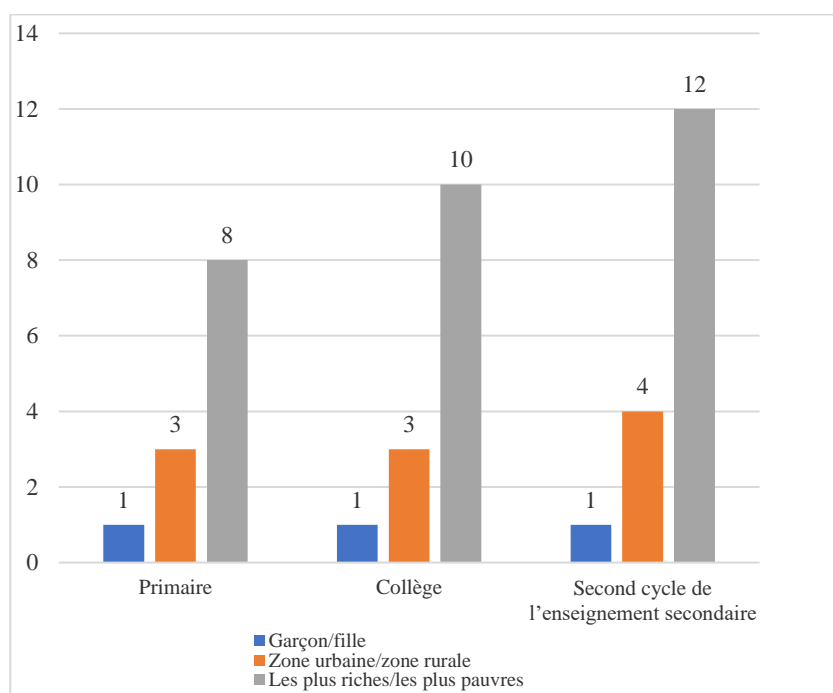
Source : Visualisation de la CEA à partir de Kirsten Majgaard et Alain Mingat, "Education in Sub-Saharan Africa : A Comparative Analysis" (Washington, D.C., Banque mondiale, 2012).

Figure VIII  
**Pourcentage des ressources de l'enseignement public qui parviennent aux enfants les plus riches et les plus pauvres, 2019**



Source : CEA, adapté de la base de données sur les inégalités mondiales en matière d'éducation et de l'Institut de statistique de l'UNESCO.

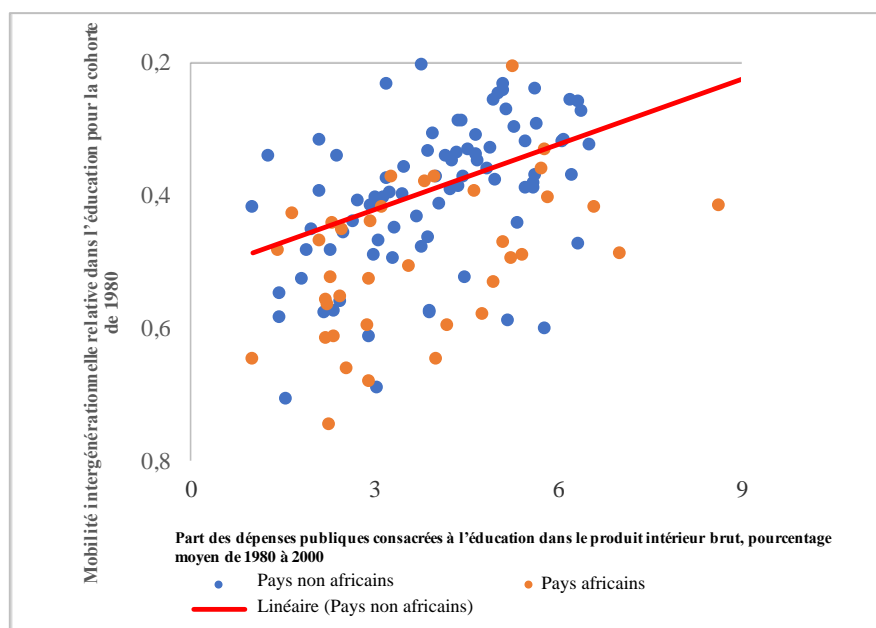
Figure IX  
**Ratios de probabilité de l'achèvement de la scolarité en Afrique**



Source : Fonds des Nations Unies pour l'enfance, "Transforming education in Africa: an evidence-based overview and recommendations for long-term improvements", 2021.

Note : Les barres indiquent combien de fois les garçons, les habitants des villes et les élèves du quintile le plus riche ont plus de chances d'achever chacun des trois cycles de la scolarité que les filles, les habitants des zones rurales et les élèves du quintile le plus pauvre, respectivement.

Figure X  
**Mobilité intergénérationnelle relative dans l'éducation et dépenses publiques consacrées à l'éducation en pourcentage du produit intérieur brut**



Source : Estimations de la CEA fondées sur la Banque mondiale (2018a)<sup>19</sup> et la base de données mondiale sur la mobilité intergénérationnelle.

Note : La ligne rouge est la ligne du meilleur ajustement.

### C. Les dépenses sociales consacrées à l'éducation doivent être guidées par des objectifs précis

19. S'il semble établi que les dépenses d'éducation peuvent avoir des répercussions sociales positives, il n'en est pas de même pour toutes les dépenses. Les responsables de l'élaboration des politiques devraient donc cibler les dépenses en fonction des objectifs fixés. Les travaux de recherche montrent que si l'objectif consiste à réduire la pauvreté et les inégalités, les dépenses devraient être axées sur l'accès à l'enseignement préscolaire et primaire en raison de son rôle formateur et des avantages qu'il procure tout au long de la vie (voir l'encadré). Ces premières expériences déterminent le développement de l'enfant, y compris la cognition, la compréhension et la socialisation. En outre, l'enseignement primaire inclusif facilite l'enseignement secondaire et supérieur<sup>20</sup>. Enfin, étant donné que dans la plupart des pays africains, le taux de scolarisation dans le primaire est de 90 %, l'accent

<sup>19</sup> Banque mondiale, Base de données mondiale sur la mobilité intergénérationnelle. Disponible à l'adresse : <https://datacatalog.worldbank.org/search/dataset/0050771/Global-Database-on-Intergenerational-Mobility> (site consulté le 15 août 2023).

<sup>20</sup> UNESCO, « Dès le départ : construire des sociétés inclusives grâce à une éducation de la petite enfance inclusive », Rapport mondial de suivi sur l'éducation, Document d'orientation n° 46 (Paris, UNESCO, 2021).

devrait être mis sur la qualité de l'éducation et sur les causes des taux élevés d'abandon scolaire, en particulier pour les filles<sup>21</sup>.

### **Quelques exemples de la manière dont la politique de l'éducation peut réduire la pauvreté et les inégalités**

Des travaux de recherche semblent indiquer que les dépenses d'éducation peuvent réduire la pauvreté et les inégalités de la manière suivante :

- L'augmentation de la part du produit national brut allouée à l'éducation (1 %), comme infrastructure sociales de base, réduit la proportion de personnes vivant en dessous du seuil national de pauvreté de 2,54 % et du seuil international de pauvreté de 3,89 %.
- Les dépenses consacrées à l'enseignement primaire bénéficient généralement en priorité aux pauvres, tandis que les dépenses consacrées à l'enseignement supérieur ont un effet égalisateur (Tunisie). Les dépenses sociales consacrées à l'éducation comprennent les transferts en nature (enseignement public universel et gratuit), les programmes de transferts en espèces pour les familles dans le besoin, les bourses d'études pour les étudiants (0,3 % du PIB en 2010), les activités pour la jeunesse, les subventions aux communautés locales et aux organisations non gouvernementales, et les fonds spéciaux du Trésor (0,5 % du PIB).
- L'augmentation des dépenses publiques consacrées à l'enseignement primaire est liée à la réduction la plus importante des inégalités de revenus. C'est le cas en Égypte, où des politiques ciblées ont permis de rendre le coût de l'éducation plus abordable, environ un quart des dépenses publiques étant consacrées au quintile le plus pauvre de la population.
- Le recul le plus important des inégalités, au Ghana, est dû à l'enseignement primaire. L'augmentation du niveau de scolarisation (au niveau du primaire et du secondaire) n'a pas seulement entraîné une hausse des salaires, mais a également amélioré le niveau d'études supérieures.

Source : CEA, sur la base de divers projets de recherche<sup>22</sup>.

20. Les responsables de l'élaboration des politiques doivent également évaluer l'importance de l'accroissement de leur main-d'œuvre pour les emplois futurs. La quatrième révolution industrielle étant déjà en cours, les responsables de l'élaboration des politiques doivent mettre l'accent sur la nécessité de doter la main-d'œuvre des compétences requises. D'autres formes d'éducation ou d'acquisition de compétences peuvent jouer un rôle crucial pour contourner les obstacles structurels auxquels sont confrontés les groupes défavorisés et renforcer le capital social de ces groupes et aider à élargir leurs réseaux sociaux au-delà des quartiers pauvres.

21. Des initiatives visant à améliorer les compétences sont nécessaires pour aider une nouvelle génération de jeunes à faire face aux difficultés structurelles, spatiales et temporelles et à acquérir des qualifications pour l'emploi et des certifications dans des domaines nouveaux et émergents, tels que le passage au numérique. Le recyclage est nécessaire pour les diplômés dont les compétences

<sup>21</sup> Banque africaine de développement, « Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire universelle ». Disponible à l'adresse : <http://www.afdb.org/en/topics-and-sectors/topics/millennium-development-goals-mdgs/goal-2-achieve-universal-primary-education>.

<sup>22</sup> Ben C. Arimah, "Poverty reduction and human development in Africa", *Journal of Human Development*, vol. 5, n° 3, pp. 399-415 (novembre 2004) ; Nizer Jouini et al., "Fiscal policy, income redistribution, and poverty reduction: evidence from Tunisia", *Review of Income and Wealth*, vol. 64, n° S1 (2018) ; Gabriel Lara Ibarra et al., "Impact of fiscal policy on inequality and poverty in the Arab Republic of Egypt", Policy Research Working Paper No. 8824 (Banque mondiale, avril 2019).

ne sont plus demandées. En adoptant une approche guidée par des objectifs précis et axée sur l'enseignement et la formation techniques et professionnels, les pays peuvent améliorer les compétences des individus, recycler les travailleurs dans de nouvelles fonctions, ce que l'enseignement traditionnel ne parvient souvent pas à faire, et aider les travailleurs à trouver un emploi décent. En Eswatini, 73 % des étudiants diplômés après avoir suivi un programme spécialisé d'enseignement et de formation techniques et professionnels entre 1995 et 2015 ont trouvé un emploi productif immédiatement après l'obtention de leur diplôme, 48 % d'entre eux étant employés dans le secteur formel<sup>23</sup>. Un autre avantage de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels est qu'ils favorisent l'apprentissage tout au long de la vie. Bien que l'apprentissage tout au long de la vie soit profondément ancré dans de nombreuses cultures africaines, dans le cadre de l'éducation et de l'apprentissage, les possibilités d'apprentissage et d'éducation des adultes dans le secteur formel doivent être davantage développées, car elles sont les seules à être capables de renforcer les capacités des personnes les plus vulnérables.

22. Enfin, les responsables de l'élaboration des politiques doivent être conscients des dimensions spatiales et veiller à ce que le lieu de vie d'une personne ne soit pas déterminant pour son avenir. Les travaux de recherche montrent que le fait de vivre dans un quartier où l'incidence de la pauvreté est la plus forte peut avoir des effets négatifs sur les résultats de chaque individu en matière d'éducation, de revenu, de santé et de bien-être<sup>24</sup>. Une étude a montré que les enfants ayant déménagé d'une zone parmi les plus démunies vers une zone moins démunie avant l'âge de 13 ans gagnaient, à l'âge adulte, 31 % de plus que ceux qui n'avaient pas déménagé dans un quartier plus riche<sup>25</sup>. Une autre étude, réalisée en Afrique du Sud, a permis de constater l'existence de liens notables entre les conditions de logement (type de bâtiment et nombre de pièces) et les tâches ménagères, d'une part, et les résultats scolaires, d'autre part<sup>26</sup>.

#### **IV. Comment repenser la politique éducative pour établir un nouveau contrat social : l'approche des 3 A**

*« Les sciences comportementales constituent un outil essentiel dans l'exécution du mandat de l'ONU. Elles peuvent contribuer à lutter contre la pauvreté, à améliorer la santé et la sécurité publiques, à promouvoir l'égalité des genres, à renforcer la consolidation de la paix et à favoriser la réalisation de tous les objectifs de développement durable. »*

*Source : António Guterres, Secrétaire général de l'ONU*

23. L'efficacité de l'éducation dans l'établissement de nouveaux contrats sociaux dépendra des résultats escomptés (les réalisations concrètes des pouvoirs publics qui profitent à la société dans son ensemble), de la portée (les

<sup>23</sup> Swaziland Economic Policy Analysis and Research Centre, "The economic benefits of technical and vocational education and training (TVET) in the Kingdom of Swaziland : a case of the National Handicraft Training Centre (NHTC)", document d'orientation (2019).

<sup>24</sup> Maarten van Ham et al., éd., "Neighbourhood Effects Research: New Perspectives" (Dordrecht, Springer, 2012).

<sup>25</sup> Raj Chetty, Nathaniel Hendren et Lawrence F. Katz, "The effects of exposure to better neighbourhoods on children : new evidence from the moving to opportunity experiment", *American Economic Review*, vol. 106, n° 4 (avril 2016), pp. 855-902.

<sup>26</sup> Jace Pillay, "The relationship between housing and children's literacy achievement: implications for supporting vulnerable children", *South African Journal of Education*, vol. 37, n° 2 (mai 2017), pp. 1-10.

principaux acteurs et la zone géographique) et des dimensions temporelles (début, dynamique et durée) des contrats. Dans le présent document, l'accessibilité, un coût abordable et l'applicabilité sont considérés comme les principaux facteurs susceptibles d'avoir une influence sur les comportements des individus et de rendre la politique éducative plus efficace, plus équitable et plus inclusive afin de surmonter les obstacles structurels causés par la pauvreté et les inégalités.

### **A. Accessibilité économique : l'impact des coûts cachés et des charges élevées pour les ménages**

24. En Afrique, plus d'un enfant sur cinq âgé de 6 à 11 ans ne va pas à l'école, et ce nombre est de trois sur cinq pour la tranche d'âge des 15-17 ans. Il incombe donc aux responsables de l'élaboration des politiques de ne pas se contenter de construire des écoles, mais d'instaurer des politiques qui augmentent les taux de scolarisation, de fréquentation et d'achèvement.

25. Les facteurs sociaux et économiques sont liés aux taux de décrochage scolaire. Bien que dans de nombreux pays africains l'enseignement primaire et secondaire soit gratuit, d'autres contraintes font que les enfants issus des familles pauvres restent à la maison. Ces contraintes sont notamment le coût des repas, des uniformes, des livres et des protections hygiéniques, qui rendent le coût de l'école inabordable pour de nombreux ménages pauvres. Les dépenses des ménages et autres dépenses privées contribuent à hauteur de 40 % aux dépenses d'éducation<sup>27</sup>. Ces coûts prohibitifs et la mauvaise qualité supposée de l'éducation sont les principales raisons du décrochage scolaire en Afrique de l'Ouest<sup>28</sup>.

26. Les coûts d'opportunité liés à la fréquentation de l'école ont également une influence sur le comportement des individus. Par exemple, ils peuvent décider de travailler, en raison des gains immédiats et à court terme, plutôt que d'investir dans la scolarisation pour des gains à long terme. Cette décision peut être particulièrement difficile à prendre pour les familles pauvres qui dépendent de leur revenu pour leur subsistance et leurs dépenses quotidiennes, les familles qui vivent au jour le jour, les familles dans lesquelles les enfants en âge scolaire sont les seuls soutiens potentiels, et les ménages dirigés par un enfant.

27. Pour surmonter ces obstacles, les pouvoirs publics peuvent rendre l'éducation plus abordable en supprimant les frais de scolarité, en fournissant des repas scolaires gratuits, en instaurant la gratuité pour les uniformes, les livres et les ordinateurs portables et en offrant des bourses pour encourager l'assiduité et augmenter les taux de réussite. L'introduction de l'enseignement primaire gratuit au Kenya en 2003 a permis d'augmenter les taux de scolarisation, alors que l'instauration de la gratuité pour les uniformes scolaires et les protections hygiéniques<sup>29</sup> a réduit les taux de décrochage scolaire et d'absentéisme chez les filles<sup>30</sup>.

<sup>27</sup> Emilie Maddison et Angela E. Micah, "The steep price of education in Africa", ThinkGlobalHealth, 4 août 2022.

<sup>28</sup> Banque mondiale et Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, *Education Finance Watch 2022* (Washington, D.C., 2022) ; Fonds des Nations Unies pour l'enfance et Commission de l'Union africaine, « Transformer l'éducation en Afrique », 2021.

<sup>29</sup> Akinyi Owuor et al., "The impact of free primary education inputs on educational outcomes in Kenya (2003 to 2013): the rate of enrolment and retention at primary school level as a factor", *European Journal of Educational Sciences*, vol. 5, n° 1 (mars 2018); Lynet Igadwah, "Uhuru signs law on free sanitary towels for schoolgirls", *Business Daily*, 21 juin 2017.

<sup>30</sup> Emilie Maddison and Angela E. Micah, "The steep price of education".

28. D'autres interventions consistent à faire bénéficier les ménages les plus pauvres de transferts en espèces pour qu'ils envoient leurs enfants à l'école. Dans une étude menée au Cameroun, une augmentation de 1 % du revenu des ménages a entraîné une augmentation de 30 % de la probabilité que les enfants soient scolarisés, ce qui donne à penser qu'un revenu plus élevé réduit la charge des coûts d'éducation pour les familles pauvres<sup>31</sup>.

## **B. Accessibilité : l'effet de l'emplacement de l'école et des modes de déplacement possibles**

29. Des chercheurs ont constaté qu'il existe une corrélation entre la scolarisation des enfants, leur niveau d'instruction et leur capacité à lire et à écrire et des facteurs tels que la distance par rapport à l'école et les modes de transport possibles. L'emplacement des écoles (en milieu urbain ou rural), la durée des trajets et les modes de transport possibles ont une incidence sur l'accès à l'éducation et la qualité de l'enseignement, en particulier dans les pays en développement où les écoles ne sont pas facilement accessibles et où les possibilités de transport sont limitées ou coûteuses<sup>32</sup>.

30. L'emplacement a une influence sur la qualité de l'éducation. Les écoles des zones urbaines disposent de plus de ressources (nombre d'établissements, qualité des enseignants, accès à l'électricité, à l'eau, aux soins de santé, au soutien scolaire et aux activités de loisirs) et de meilleures installations (état des bâtiments, matériel d'enseignement, livres et supports pédagogiques). Des efforts supplémentaires doivent donc viser à combler les écarts d'apprentissage entre les zones urbaines et rurales afin d'offrir une éducation de qualité pour tous<sup>33</sup>.

31. Dans deux études menées dans des zones urbaines au Mozambique et au Nigéria, il a été constaté qu'il y avait un lien direct entre la distance parcourue et les taux de fréquentation scolaire. On observait des taux de fréquentation plus faibles chez les élèves du primaire et du secondaire qui vivaient dans un lieu plus éloigné de leur école. Dans l'étude menée au Mozambique, la réduction du temps de trajet jusqu'à l'école la plus proche a entraîné une augmentation de 17 à 20 % des taux de scolarisation<sup>34</sup>.

32. L'aptitude à lire et à écrire a également pour corollaire la distance parcourue pour se rendre à l'école. Par exemple, dans les zones rurales et les zones urbaines au Ghana, il a été constaté que l'allongement du temps de trajet avait un effet négatif sur l'aptitude des enfants à lire et à écrire, ainsi que sur leur aptitude à calculer. Il a également été constaté que les enfants qui parcouraient de longues distances à pied pour aller à l'école risquaient davantage d'arriver en retard à l'école et de manquer la classe pour cause de maladie. Plus précisément, une augmentation d'une minute du temps de trajet d'un élève pour aller à l'école se traduisait par 3 minutes de cours manqués par mois, une augmentation de 0,30 point de pourcentage de la probabilité qu'un

<sup>31</sup> Maurice Mutisya, John Munyui Muchira et Benta A. Abuya, "Understanding wealth inequalities in education access in urbanizing sub-Saharan Africa", *Frontiers in Education*, vol. 6 (2021).

<sup>32</sup> Banque mondiale, "Lifelong Learning in the Global Knowledge Economy: Challenges for Developing Countries" (Washington, D.C., 2003) ; Jessica de Armas, Helena Ramalhinho et Marta Reynal-Querol, "Improving the accessibility to public schools in urban areas of developing countries through a location model and an analytical framework", *PLoS ONE*, vol. 17, No. 1 (2022).

<sup>33</sup> Sugata Sumida et Keisuke Kawata, "An analysis of the learning performance gap between urban and rural areas in sub-Saharan Africa", *South African Journal of Education*, vol. 41, n° 2 (mai 2021).

<sup>34</sup> C.O. Duze, "Average distance traveled to school by primary and secondary school students in Nigeria and its effect on attendance", *African Research Review*, vol. 4, n° 4 (2010), pp. 378-388 ; Sudhanshu Handa, "Raising primary school enrolment in developing countries : the relative importance of supply and demand", *Journal of Development Economics*, vol. 69, No. 1 (octobre 2002), pp. 103-128.



élève consulte un prestataire de soins et une augmentation de 0,4 point de pourcentage de la probabilité qu'un élève soit hospitalisé. Le temps de trajet pour aller à l'école commençait à avoir des répercussions sur les résultats de l'apprentissage à partir de 17 minutes. L'effet négatif était considérablement accru pour les enfants qui parcouraient plus de 30 minutes pour aller à l'école<sup>35</sup>. Ce seuil a également été constaté dans les recherches menées en République-Unie de Tanzanie<sup>36</sup>.

33. Les recherches susmentionnées permettent de tirer quatre enseignements principaux que les responsables de l'élaboration des politiques peuvent utiliser pour améliorer l'accessibilité des écoles. Premièrement, la distance à parcourir pour aller à l'école et le mode de déplacement peuvent avoir une incidence sur la scolarisation et les résultats scolaires, et réduire les compétences des enfants en lecture et écriture. Deuxièmement, si les enfants des zones urbaines comme rurales sont affectés négativement par la durée de leur trajet pour aller à l'école, l'effet sur les résultats de l'apprentissage est plus prononcé chez les enfants des zones urbaines. Troisièmement, les enfants dont le temps de trajet pour aller à l'école est supérieur à 30 minutes ont de moins bons résultats scolaires. Quatrièmement, l'incidence du temps de trajet sur les résultats scolaires des enfants se voit dans les heures de classe manquées et les problèmes de santé. L'emplacement des écoles doit donc être choisi de manière à réduire au minimum le temps de trajet des enfants, à des endroits où il existe un bon accès aux transports ou encore lorsqu'un moyen de transport est mis à disposition des élèves.

### C. Applicabilité : amélioration de la crédibilité des établissements d'enseignement africains pour répondre aux demandes et être à la hauteur des aspirations

34. L'UNESCO décrit le droit à l'éducation comme un droit humain fondamental ayant pour but de sortir les hommes et les femmes de la pauvreté, de réduire les inégalités et d'assurer un développement durable<sup>37</sup>. L'éducation a donc pour objectif de faire en sorte que les hommes et les femmes trouvent un emploi, sachent diriger une entreprise et exercent d'autres activités rémunératrices, et de leur faire prendre conscience de leur histoire individuelle et collective.

35. Les compétences de la plupart des jeunes Africains ne correspondent pas au marché du travail local. Dans des enquêtes menées dans 11 pays africains, 35 % des jeunes diplômés ont déclaré qu'ils se sentaient surqualifiés pour leur emploi, tandis que 6 % se sentaient sous-qualifiés<sup>38</sup>. Bien que 47 % des diplômées en sciences, en technologie, en ingénierie et en mathématiques en Afrique soient des femmes<sup>39</sup>, en Afrique subsaharienne, seulement 30 %

<sup>35</sup> Clifford Afoakwah et Isaac Koomson, "How does school travel time impact children's learning outcomes in a developing country?", *Review of Economics of the Households*, vol. 19 (2021), pp. 1 077-1 097.

<sup>36</sup> Carla Pezzulo et al., "Understanding factors associated with attending secondary school in Tanzania using household survey data", *PLoS ONE*, vol. 17, No. 2 (2022).

<sup>37</sup> UNESCO, « Le droit à l'éducation : Chaque être humain a droit à une éducation de qualité et à des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ». Consulté le 24 juin 2023 (disponible à l'adresse : <https://www.unesco.org/fr/right-education>).

<sup>38</sup> Commission de l'Union africaine et Organisation de coopération et de développement économiques, *Dynamiques du développement en Afrique 2021 : Transformation digitale et qualité de l'emploi*, Addis-Abeba et Paris, 2021).

<sup>39</sup> Ellie Bothwell, ed. "Gender equality : how global universities are performing " (Institut international de l'UNESCO pour l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes et Times Higher Education, 2022).

environ des employés dans le secteur de la technologie sont des femmes<sup>40</sup>. Cela pourrait expliquer pourquoi plus des trois quarts des jeunes diplômés (âgés de 15 à 29 ans) en Afrique sont contraints de commencer leur carrière dans des activités informelles<sup>41</sup>, soit en créant leur entreprise, soit en travaillant dans des domaines sans rapport avec l'enseignement scolaire ou leur diplôme (par nécessité plutôt que par choix). Avec un nombre aussi élevé d'hommes et de femmes travaillant dans le secteur informel, les gouvernements devraient se demander si des dispositions ont été prises pour recycler les personnes dans de nouvelles fonctions ou pour intégrer dans le secteur formel leurs projets inspirés par l'esprit d'entreprise dans le cadre de cours de gestion et d'administration des affaires reconnus et d'une certification.

36. Ce décalage entre les systèmes éducatifs et l'activité économique dans les pays africains est l'une des nombreuses raisons pour lesquelles les étudiants africains choisissent de poursuivre leurs études supérieures à l'étranger. Par exemple, en Côte d'Ivoire et au Ghana, le nombre d'étudiants qui font leurs études à l'étranger a fortement augmenté depuis 2011. Entre 2016 et 2021, il a augmenté de 62 % au Ghana et de 87 % en Côte d'Ivoire<sup>42</sup>. De nombreux étudiants africains suivent avec succès des programmes d'enseignement à l'étranger, mais beaucoup ne le peuvent pas en raison d'obstacles structurels, de l'absence de financement et de la discrimination et du racisme à l'égard des Africains.

37. Le peu d'estime dont jouissent les établissements d'enseignement africains s'explique également par le sentiment que l'enseignement national est de piètre qualité, en particulier dans les zones rurales, que les programmes sont dépourvus de pertinence et les enseignants peu qualifiés. Les étudiants préfèrent la crédibilité des établissements étrangers, dont beaucoup, en plus de l'enseignement traditionnel, ont avancé sur la voie de modèles de fonctionnement fondés sur le profit et fonctionnent même comme des entreprises, en mettant l'accent sur les compétences non techniques, le développement personnel et les aptitudes relationnelles en tant que forme parallèle d'enseignement, ce que les établissements d'enseignement africains négligent souvent. Malgré ce fonctionnement semblable à celui d'une entreprise et les applications dans le monde réel, les établissements d'enseignement n'ont toujours pas adopté une l'approche de l'entreprise se fondant sur des objectifs précis qui est nécessaire pour rendre les sociétés plus durables, car ils restent fondamentalement cloisonnés et traditionnellement conservateurs au lieu de faire preuve d'agilité et de se montrer réceptifs aux tendances, à l'économie et aux besoins de la population.

38. Il a été constaté que les stratégies de jumelage aident à accroître la crédibilité des établissements nationaux. Dans le cadre de ces stratégies, les établissements s'affilient à des entités étrangères bien établies et commencent à adopter les méthodes de travail et l'administration de l'entité étrangère afin de s'aligner sur l'entité étrangère<sup>43</sup>. Il peut par exemple s'agir de stratégies visant à promouvoir l'enrichissement mutuel des personnes et des idées dans le cadre de détachements, d'une mise à disposition de conférenciers itinérants,

---

<sup>40</sup> Programme des Nations Unies pour le développement « Creating a level playing field for women in technology in Africa », 31 janvier 2019).

<sup>41</sup> Organisation de coopération et de développement économiques, *Youth Aspirations and the Reality of Jobs in Developing Countries : Mind the Gap*, Development Centre Studies (Paris, Publications de l'OCDE).

<sup>42</sup> Campus France, « La France : première destination mondiale pour les étudiants d'Afrique subsaharienne », 16 décembre 2022.

<sup>43</sup> Le programme de jumelage et de mise en réseau des universités en est un exemple. Établi par l'UNESCO, il encourage la coopération internationale et la mise en réseau afin de renforcer les capacités institutionnelles des universités grâce à la collaboration et au partage des connaissances.

de programmes bien établis d'échange d'étudiants et de travaux de recherche conjoints.

39. Le regroupement d'entreprises est une autre stratégie de développement industriel qui peut être adoptée pour aligner l'éducation sur l'industrie. Il s'agit notamment de regrouper divers établissements d'enseignement dans des parcs industriels et technologiques afin de renforcer la chaîne de valeur ainsi que le réservoir de main-d'œuvre et de compétences. Par exemple, les établissements d'enseignement supérieur et d'enseignement spécialisé peuvent être regroupés avec des installations de recherche-développement, des pépinières d'entreprises et des sociétés commerciales, de sorte que les idées, les compétences et les personnes bénéficient d'un accès plus organique aux marchés et d'un lien avec l'industrie. Si certains pays, comme l'Éthiopie, vont de l'avant dans le développement de parcs industriels et technologiques pour créer des emplois, beaucoup n'ont pas encore intégré d'établissements d'enseignement et de formation dans ces regroupements<sup>44</sup>.

40. Une autre possibilité consiste à proposer des programmes plus professionnels ou hybrides, dans lesquels les étudiants disposent de temps pour travailler dans l'industrie, souvent dans le cadre d'emplois rémunérés. Ces programmes sont connus sous le nom de programmes de stages en entreprise ou de formation en alternance. Les étudiants sont censés travailler pendant une partie de leur formation et ramener des connaissances et des compétences industrielles pour achever le reste de leurs études. Les stages permettent aux étudiants d'acquérir une expérience extrêmement utile sur le lieu de travail. Ils renforcent également les liens entre le monde universitaire et le secteur industriel et aident les étudiants à trouver un emploi après l'obtention de leur diplôme. Cette approche diffère de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels dans la mesure où les stages sont axés sur des secteurs hautement spécialisés et vont de pair avec des programmes hautement qualifiés, souvent liés directement à la demande industrielle et économique.




41. Ces stratégies méritent toutes d'être étudiées pour rendre les établissements africains crédibles et équivalents à leurs homologues étrangers. Ces stratégies permettent aux étudiants d'être exposés très tôt à des normes de qualité plus élevée et à un environnement professionnel ou commercial, ce qui les aide à voir plus clairement les liens entre la théorie, la pratique et la progression de carrière, et garantissent une approche de l'éducation davantage guidée par la demande et des objectifs précis.

42. La figure XI présente un résumé des données sur les facteurs de comportement et les résultats attendus, trouvés dans les publications.

---

<sup>44</sup> Banque mondiale, "*Ethiopia's industrial parks are making jobs a reality*", 13 novembre 2019.

Figure XI  
**Quelques facteurs de comportement et résultats attendus de l'approche des 3 A**

3A	 VARIABLE	 UNITÉ DE MESURE	 RÉSULTATS
Coût abordable	Coût des communications, des données mobiles et des services à haut débit	Monnaie	Accès élargi aux ressources d'apprentissage en ligne pour tous les enfants, y compris les enfants les plus défavorisés et les plus vulnérables <sup>a</sup>
	Mise à disposition de possibilités d'emprunt pour l'éducation	Monnaie	Allègement des charges financières, diminution des obligations et augmentation des taux de scolarisation à divers niveaux <sup>b</sup>
Accessibilité	Réduction du temps de trajet pour aller à l'école — inférieur à 30 minutes	Kilomètres	Amélioration des taux de scolarisation et des taux de réussite Moins de maladies <sup>c</sup>
	Investissements pour améliorer les autres modes de déplacement (car scolaire, transports publics, pistes cyclables)	Monnaie	Amélioration du niveau de lecture et de calcul <sup>d</sup>
Applicabilité	Formation aux questions relatives à la puberté, aux réseaux d'assainissement et aux protections hygiéniques, à l'intention des filles	Nombre d'activités	Baisse de l'absentéisme chez les filles <sup>d</sup>
	Élaboration de programme de bourses d'études, de sensibilisation et de mentorat à l'intention des femmes pour stimuler leur participation aux secteurs de croissance <sup>b</sup>	Nombre d'activités	Plus grand nombre de femmes travaillant dans le secteur des technologies de l'information et des communications <sup>e</sup>

<sup>a</sup> Fonds des Nations Unies pour l'enfance et Commission de l'Union africaine « *Transformer l'éducation en Afrique : un aperçu basé sur des données probantes et des recommandations pour des améliorations à long terme* », 2021.

<sup>b</sup> Jaime Saavedra et Hana Brixi, "*Empowering adolescent girls in Africa through education*", Banque mondiale, 7 mars 2023.

<sup>c</sup> Clifford Afoakwa et Isaac Koomson, "*How does school travel time impact children's learning*".

<sup>d</sup> Jessica de Armas, Helena Ramalhinho et Marta Reynal-Querol, "*Improving the accessibility*".

<sup>e</sup> Montgomery et al., "*Sanitary pad interventions for girls' education in Ghana: a pilot study*", *PLoS One*, vol. 7, No. 10, 2023.

Source : CEA, sur la base de divers projets de recherche.

## V. Réflexions sur l'éducation comme fondement d'un nouveau contrat social

### A. Donner une impulsion nouvelle au système éducatif et libérer le potentiel des programmes d'études

43. Lorsque l'on considère l'éducation comme un levier pour réduire la pauvreté et les inégalités, il est essentiel de se demander si les programmes

d'enseignement sont adaptés au marché de l'emploi de demain. Une note d'orientation de l'Organisation des Nations Unies indique qu'un autre enjeu structurel consiste à veiller à ce que les programmes d'enseignement soient adaptés à la vision du développement national, pertinents pour l'époque et répondent aux besoins de la population<sup>45</sup>. La note d'orientation relève ensuite que les pays africains sont conscients de la nécessité de modifier sensiblement leurs programmes d'études depuis le début de l'unité africaine. Cela a été rappelé une nouvelle fois dans la feuille de route de l'Union africaine et dans le thème de l'éducation pour la trente-septième session de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, qui se tiendra en 2024.

44. La note d'orientation relève en outre que lors de la première conférence panafricaine sur l'éducation, en 1960, les dirigeants africains se sont demandé si l'enseignement colonial était pertinent au regard des besoins de développement de l'Afrique et ont demandé que des mesures soient prises pour garantir que l'enseignement produise des compétences techniques sur le plan humain et des diplômés capables d'utiliser la technologie aux fins du développement économique et social et de la création de richesses. Pour cela, il faudrait renforcer l'enseignement et l'apprentissage des sciences et faire évoluer les mentalités afin de favoriser le développement économique et social<sup>46</sup>. La note d'orientation reconnaît que la tâche est difficile, relevant qu'elle nécessite des investissements dans des programmes de formation des enseignants, la révision des programmes scolaires à tous les niveaux et de nouvelles infrastructures scolaires, y compris l'accès à Internet.

45. Le moment est venu pour les responsables de l'élaboration des politiques de procéder à une refonte de l'éducation et de réévaluer les politiques éducatives. Comme on l'a vu, un enseignement préscolaire et primaire inclusif peut favoriser la réussite des enfants, en améliorant les résultats sociaux et en réduisant la pauvreté et les inégalités. En outre, avec l'avènement de la quatrième révolution industrielle, il est impératif que les pouvoirs publics mettent en place des programmes d'apprentissage tout au long de la vie afin d'améliorer les compétences des travailleurs et de recycler les travailleurs pour les emplois de demain. Cela passe par l'enseignement et la formation techniques et professionnels. Il est également temps de modifier les programmes d'études afin de faire correspondre les compétences aux futurs profils d'emploi et d'améliorer la qualité de l'enseignement grâce à des stratégies de jumelage qui renforcent la crédibilité et la qualité des établissements nationaux, avec des espaces éducatifs situés dans des villes industrielles pour accroître la formation en cours d'emploi.

46. Si l'on veut améliorer la cohérence des politiques et la pensée systémique, il convient d'accorder une plus grande attention au type d'emplois qui seront créés grâce à la transformation structurelle de l'Afrique. L'Accord portant création de la Zone de libre-échange continental africaine permettra la création de 10 millions d'emplois d'ici à 2035. Les secteurs à fort potentiel de développement et de création d'emplois sont l'agroalimentaire, les services et l'industrie, ainsi que l'énergie et les mines. Les stratégies nationales en matière d'éducation, de perfectionnement et de formation doivent donc être adaptées pour garantir une offre de main-d'œuvre adéquate dans les décennies à venir. Les compétences requises iront des compétences numériques sans incidence sur l'emploi (par exemple, l'analyse de données) et des compétences numériques propres à l'emploi (par exemple, la robotique) aux « compétences non techniques » telles que les compétences en matière de gestion, de collaboration, de communication et d'analyse. L'évolution démographique en

---

<sup>45</sup> Organisation des Nations Unies, "*STEM education and inequality in Africa*", document d'orientation (juillet 2022).

<sup>46</sup> Ibid.

Afrique aura pour conséquence la nécessité de créer un plus grand nombre d'emplois que ce qui est prévu. Des approches innovantes seront donc nécessaires. Par exemple, un aménagement urbain intelligent sera nécessaire pour que l'accessibilité des services publics et les obstacles à l'accessibilité, à un coût abordable, ainsi que l'applicabilité des compétences et de la main-d'œuvre, correspondent à la demande économique ; la main-d'œuvre hautement qualifiée devra être exportée des pays africains, tandis que l'investissement étranger direct sera nécessaire pour connecter les entreprises africaines aux marchés mondiaux et à la demande mondiale de main-d'œuvre et de compétences.

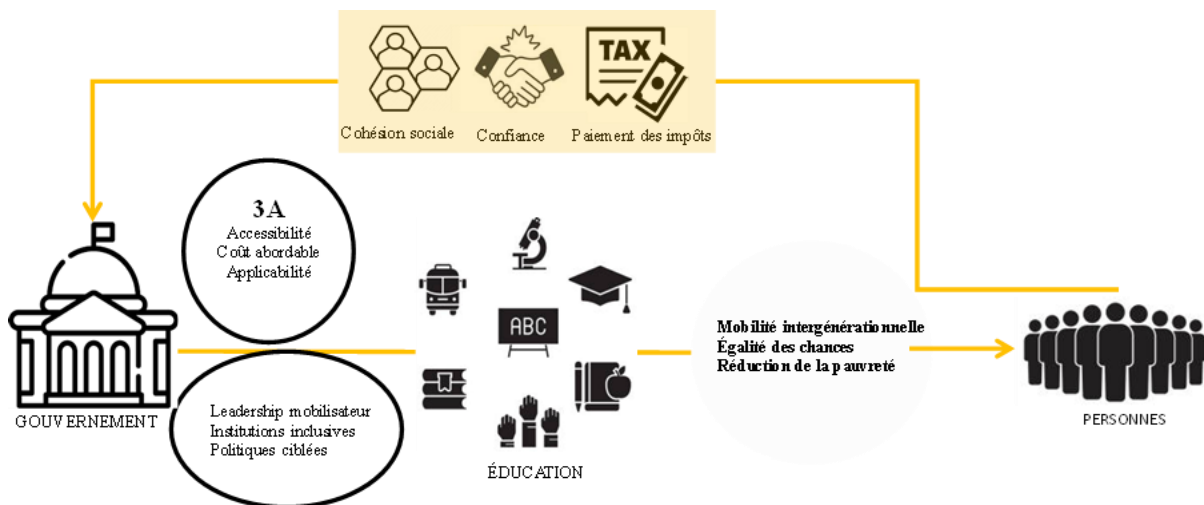
## **B. Repenser l'éducation dans le cadre d'un nouveau contrat social**

47. Il n'existe pas de modèle unique pour l'établissement d'un nouveau contrat social par le biais du secteur de l'éducation, mais il est évident que des liens de symbiose entre les pouvoirs publics et les citoyens sont indispensables. Il incombe aux gouvernements de veiller à ce que les personnes disposent des compétences requises pour occuper un emploi. Les citoyens, quant à eux, doivent payer leurs impôts de façon que le gouvernement ait les moyens de fournir les services propres à améliorer leur bien-être. Ce contrat social reposerait sur un leadership mobilisateur, des institutions inclusives et des politiques ciblées. Un contrat social solide ferait intervenir tous les secteurs de la société, des enfants et des jeunes aux parents, des employeurs aux enseignants et aux chercheurs, et des militants aux responsables culturels et religieux. Une approche mobilisant l'ensemble de la société garantira un cycle vertueux de confiance entre chaque gouvernement et les citoyens, ce qui se traduira par des politiques qui assurent l'égalité des chances, créent une mobilité intergénérationnelle et réduisent la pauvreté.

48. Pour réussir, les responsables de l'élaboration des politiques doivent tenir compte des comportements des individus lorsqu'ils élaborent des politiques (voir la figure XII). Par exemple, les politiques éducatives doivent être formulées de manière à accorder l'attention nécessaire à l'accessibilité, à un coût abordable, et à l'applicabilité. Cela permettra de créer des synergies dans la gestion des grandes tendances évoquées ci-dessus. En substance, grâce à une main-d'œuvre jeune et bien formée, les pays africains seront en mesure de récolter les fruits potentiels de l'augmentation de leur population active tout en exploitant les possibilités offertes par les grandes tendances.

Figure XII

### Exemples de dynamiques pour la refonte du contrat social dans le secteur de l'éducation



Source : Visualisation des principaux éléments par la CEA, sur la base du présent document de synthèse.

## VI. Conclusion : questions soumises à l'examen du Comité

49. La pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine et les catastrophes climatiques ont réduit à néant les progrès réalisés sur le plan du développement au cours des dernières décennies et engendré des millions de pauvres et de migrants supplémentaires. Il est fondamental d'assurer la stabilité, la protection et la mobilité sociale et d'ouvrir des possibilités pour tous, et de le faire immédiatement. Cet objectif peut être atteint si les pouvoirs publics et les individus travaillent ensemble à l'élaboration de nouveaux contrats sociaux susceptibles de libérer tout leur potentiel. Dans le présent document de travail, il a été démontré que l'éducation est un levier pour atteindre les objectifs de développement durable. Les trois moteurs stratégiques reconnus sont les suivants :

- Une amélioration de l'accessibilité, à un coût abordable : les subventions à l'éducation et les transferts en espèces réduisent la charge financière pesant sur les pauvres
- Une amélioration de l'accessibilité : une amélioration de l'aménagement urbain et des transports peut améliorer les écoles et les services scolaires
- L'applicabilité : les programmes éducatifs peuvent être repensés de manière à améliorer la qualité, à renforcer la crédibilité des établissements et à faire cadrer l'éducation avec des qualifications pour l'emploi

Sur la base des observations ci-dessus, le Comité est encouragé à examiner les questions suivantes :

- Quels sont les principaux éléments d'un nouveau contrat social pouvant créer des liens de symbiose entre les pouvoirs publics et les individus en Afrique ?

- Comment améliorer l'efficacité des dépenses publiques en Afrique afin qu'elles atteignent les bonnes personnes ?
  - Comment améliorer la cohérence des politiques et la pensée systémique pour que le Programme 2030 soit exécuté dans les temps pour l'Afrique ?
-